



Résolution du Conseil National de l'UFSE des 22 et 23 novembre 2023

La situation internationale est marquée par des guerres et nombreux conflits impérialistes. À nos portes, la guerre en Ukraine n'en finit plus de compter ses victimes. En Arménie, le conflit entraîne des déplacements et même un exil de populations.

Le conflit israëlo-palestinien occupe une grande partie de l'actualité internationale. Ce conflit génère une souffrance extrême pour les peuples de ces deux pays. L'urgence consiste à imposer un arrêt immédiat des bombardements, un cessez-le-feu définitif, la levée du blocus, la libération des otages et des prisonniers, la fin de la colonisation et de l'occupation, pour une paix durable.

Partout dans le monde, force est aussi de constater la **montée des nationalismes et de l'extrême droite** à l'image des résultats des élections aux Pays Bas et en Argentine.

L'UFSE réaffirme son combat contre l'antisémitisme, toutes les formes de racisme et d'oppression. C'est dans ce sens qu'elle s'inscrit pleinement dans la campagne initiée par la Confédération Générale du Travail contre l'extrême droite.

La Macronie épouse à l'évidence les idées de la droite extrême et de l'extrême droite avec la loi dite du Plein emploi et le projet de loi immigration. Ces deux lois sont une nouvelle dégradation des droits sociaux et une entreprise de division du monde du travail et de la population que l'UFSE appelle à combattre.

Dans la même veine, les attaques contre la Fonction publique se poursuivent (abandon ou transfert de missions, privatisation, différenciation) et s'inscrivent dans la poursuite et l'amplification des politiques néolibérales : nouveau projet de loi Fonction publique, nouvelle revue des dépenses publiques (à la baisse), austérité budgétaire, nouveau gel des traitements et salaires (année blanche pour 2024), remise en cause des droits statutaires et des libertés syndicales.

L'UFSE s'oppose à ces politiques destructrices pour les services publics, tels que la Loi 3 DS et les mouvements de déconcentration et décentralisation et revendique, au contraire, une politique ambitieuse pour les usager·ères et les agents :

- des services publics de plein exercice des missions de proximité sur l'ensemble du territoire au service de toutes et tous,
- des créations d'emplois statutaires partout où c'est nécessaire et la titularisation des non-titulaires,
- l'augmentation du pouvoir d'achat, par l'augmentation et l'indexation du point d'indice,
- la refonte des grilles pour les personnels fonctionnaires et agents non titulaires, actifs et retraités,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- un statut général des fonctionnaires garantissant l'égalité de traitement des usagers et l'amélioration des conditions de travail.

L'UFSE réaffirme son attachement à l'unicité des politiques publiques de l'État sur l'ensemble du territoire et s'oppose à toute forme de différenciation.

Pour l'UFSE, contrairement aux lois de finances adoptées à coups de 49.3, ces revendications sont finançables par une autre appropriation, utilisation et répartition et des richesses.

L'UFSE condamne l'utilisation de l'épargne populaire (Livret A...) à des fins de financement de l'industrie d'armement et d'une économie de guerre.

Les syndicats de l'UFSE réunis en Conseil National appellent les personnels :

- **À faire du 25 novembre une puissante journée de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.**
- **À se mobiliser le 12 décembre prochain à l'occasion de la journée européenne contre les politiques d'austérité et pour l'augmentation des salaires, des traitements, des retraites et des pensions.**
- **À soutenir toutes les mobilisations en cours comme par exemple la journée de grève contre la réforme de l'enseignement professionnel le 12 décembre, les actions en cours pour le droit de grève dans le contrôle aérien, la grève reconductible au centre Pompidou à Paris, grève de l'OFPRA (office français de protection des réfugiés et apatrides)...**

Les syndicats de l'UFSE entendent construire un processus de mobilisation pour la Fonction publique, dans l'unité la plus large possible. C'est dans ce sens qu'ils s'adresseront à toutes les organisations qui le souhaiteront, dans le champ syndical et au-delà.

Montreuil le 23 novembre 2023

*L'UFSE dépose un préavis de grève pour le 12 décembre 2023